

**POLITIQUE REGIONALE DES
FONDS MUTUALISES**

**Etudes
Promotionnelles
(EP)
et Formations
Qualifiantes (FQ)**

Année 2025

DE QUOI PARLE T'ON ?

Les formations qualifiantes (FQ) dans le champ de la FPH

Les formations qualifiantes éligibles ont été déterminées par les instances nationales de l'ANFH, ce sont des qualifications et certifications **à la fois** :

- dans le champs des métiers de la FPH (outil de référence : Répertoire des métiers de la FPH)
- comprises entre le niveau 3 et le niveau 6 (avec une priorité aux niveaux 3 à 5) ou sans « niveau de formation spécifique » équivalent
- inscrites au Registre National des Certifications Professionnelles (RNCP) ou au Répertoire Spécifique des Certifications et Habilitations (RSCH)



Consultez et recherchez la formation ou le certificat visé sur le site <https://certification professionnelle.fr> pour vous assurer que votre demande au titre du FQ—CPF est bien éligible.

Par reprise du périmètre de l'ex-FORMEP, les diplômes et certificats des établissements spécialisés recevant des jeunes aveugles ou des jeunes sourds et muets sont éligibles :

- CAERL : certificat d'aptitude à l'éducation et à la rééducation de la locomotion
- CAPEPS : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement des jeunes sourds
- CAEGADV : certificat d'aptitude à l'enseignement général des aveugles et des déficients visuels
- Licence ICACS : intervenant conseil en accessibilité et compensation sensorielle

Les études promotionnelles (EP)

Les EP sont des formations diplômantes permettant aux agents d'évoluer professionnellement dans la Fonction Publique Hospitalière (FPH) grâce à la formation continue. Elles donnent accès aux diplômes ou certificats du secteur sanitaire et social :

L'arrêté du 19 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 23 novembre 2009, fixe la liste des diplômes et certificats du secteur sanitaire et social relevant des EP :

- | | | |
|---|--|--|
| ◇ Diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture ; | biomédicales ; | ◇ Diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport ; |
| ◇ Diplôme d'Etat d'aide-soignant ; | ◇ Diplôme d'Etat de puéricultrice ; | ◇ Diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants ; |
| ◇ Diplôme d'Etat d'infirmier ; | ◇ Diplôme d'Etat d'infirmier anesthésiste ; | ◇ Diplôme d'Etat de conseiller en économie sociale et familiale ; |
| ◇ Diplôme d'Etat de sage-femme ; | ◇ Diplôme d'Etat d'infirmier de bloc opératoire ; | ◇ Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale ; |
| ◇ Diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute ; | ◇ Diplôme d'Etat d'infirmier en pratique avancée ; | ◇ Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport ; |
| ◇ Diplôme d'Etat d'ergothérapeute ; | ◇ Diplôme de cadre de santé ; | ◇ Brevet d'Etat d'animateur technicien de la jeunesse et de l'éducation populaire ; |
| ◇ Diplôme d'Etat de psychomotricien ; | ◇ Diplôme d'Etat d'accompagnant éducatif et social ; | ◇ Diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière ; |
| ◇ Certificat de capacité d'orthophoniste ; | ◇ Diplôme d'Etat d'assistant de service social ; | ◇ Diplôme d'assistant de régulation médicale. |
| ◇ Diplôme d'Etat de pédicure-podologue ; | ◇ Diplôme d'Etat de moniteur-éducateur ; | |
| ◇ Certificat de capacité d'orthoptiste ; | ◇ Diplôme d'Etat d'éducateur technique spécialisé ; | |
| ◇ Diplôme d'Etat de manipulateur d'électroradiologie médicale ; | ◇ Diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé ; | |
| ◇ Diplôme d'Etat de technicien en analyses | | |

Priorités et critères régionaux de prise en charge

Les demandes de financement sur fonds mutualisés sont à adresser à l'ANFH selon le calendrier précisé en dernière page de ce document. Le Comité Territorial se réunit 4 fois par an, et attribue les financements selon la disponibilité des enveloppes. Les dossiers sont examinés en fonction de la nature du dossier et en priorisant suivant les critères définis nationale-ment et régionalement :

Répartition 1 : concerne les Formations Qualifiantes

La priorité sera donnée aux projets de formation :

- ◇ Qui relèvent du socle de connaissances et de compétences : Dispositifs Compétences Clés et CléA (accordés au fil de l'eau)
- ◇ Qui relèvent de diplômes et certificats **hors liste des EP**, et qui concernent
 - Des agents de catégorie C et des agents disposant d'un faible niveau de qualification
 - Des professionnels en reclassement
 - Des agents des filières techniques, logistiques et administratives.

Répartition 2 : concerne les Etudes Promotionnelles uniquement

« Etude promotionnelle hors établissement d'origine » :

Cible = les agents souhaitant préparer un diplôme inclus dans la liste des EP mais dont la fonction n'existe pas dans leur établissement d'origine.



Ces dossiers ne sont pas soumis aux limites fixées ci-dessous

Répartition 3 : concerne les Etudes Promotionnelles uniquement

Une répartition sera opérée pour allouer un financement dans la limite de

- Au-dessus de 6.000 agents ETP : 12 dossiers dont 2 dossiers maximum d'une durée supérieure à 3 ans (masseur-kiné, IDE, ...)
- Entre 4.000 et 6.000 agents ETP : 10 dossiers dont 2 dossiers maximum d'une durée supérieure à 3 ans (masseur-kiné, IDE, ...)
- Entre 2.000 et 4.000 agents ETP : 6 dossiers dont 2 dossiers maximum d'une durée supérieure à 3 ans (masseur-kiné, IDE, ...)
- Entre 500 et 2.000 agents ETP : 4 dossiers dont 2 dossiers maximum d'une durée supérieure à 3 ans (masseur-kiné, IDE, ...)
- En dessous de 500 ETP : 3 dossiers

Ce décompte englobe les dossiers démarrant dans l'année en cours : ne pas oublier de prendre en compte pour l'envoi de vos dossiers pour le comité du mois de juin, les accords donnés pour des dossiers ayant démarré en janvier, le cas échéant.

Répartition 4 : concerne les Etudes Promotionnelles uniquement

A la suite de cette étape, seront priorisés les dossiers soumis par les établissements au regard :

- De la taille de l'établissement demandeur
- De la part consacrée aux EP sur le plan de formation sur 3 ans
- De la part consacrée aux traitements hors EP dans le plan de formation sur 3 ans
- De la dynamique de consommation du plan de formation sur 3 ans

Conditions de prise en charge sur les fonds mutualisés de l'ANFH (FMEP et FQ - CPF)

Puisque c'est l'ANFH qui mobilise soit le FMEP soit le FQ-CPF pour financer le dossier les règles et conditions sont les mêmes.

PRINCIPES GENERAUX

1

La mobilisation par l'agent de ses heures acquises au titre du Compte Personnel de Formation (CPF)

La prise en charge sur les fonds mutualisés ANFH entraîne l'acceptation par l'agent de la décrémentation de ses heures de CPF.

Elle est automatique pour le FQ-CPF, la case est à cocher par l'établissement sur GE pour le FMEP.

L'agent doit avoir demandé au préalable à son établissement la mobilisation de ses heures acquises au titre du Compte Personnel de Formation.



Les heures acquises par l'agent sont inférieures à la durée de la formation ?

L'ANFH, sous réserve de son accord de financement, s'engage à financer l'intégralité de la formation, quel que soit le nombre d'heures de CPF mobilisé par l'agent.

L'agent ne dispose plus d'heures mobilisables sur son CPF mais l'établissement souhaite soutenir son départ en Etude Promotionnelle ?

L'établissement peut déposer une demande de prise en charge pour une étude promotionnelle sur les fonds mutualisés ANFH, même si l'agent ne dispose plus d'heures sur son compteur CPF.

2

Le dépôt des demandes par l'établissement employeur

Vous devez transmettre la (les) demande(s) de prise en charge avant l'entrée en formation de l'agent en respectant les dates limites de dépôt des dossiers.

3

La durée de la prise en charge sur les fonds mutualisés

Elle se calcule sur la base de la durée réglementaire de la formation. A titre d'exemple, la durée réglementaire de la formation pour le DE IDE est de 4 200 heures. La durée de la prise en charge par l'ANFH sera ainsi de 30 mois.



Pour calculer la durée de la formation, vous devez disposer du programme et de son calendrier de déploiement.

BON A SAVOIR



Quel est le statut de l'agent pendant la formation ?

L'agent reste en position d'activité et continue d'être rémunéré selon son grade.



Une contrepartie est-elle demandée à l'agent ?

Le financement d'une EP a pour contrepartie un engagement de servir dans la Fonction Publique Hospitalière pour une durée égale au triple de celle de la formation et dans la limite de 5 ans.

Ce qui est financé...

1 Les frais de traitement

Les frais de traitement seront pris en charge sur la base des forfaits pour l'ensemble des établissements suivant le tableau ci - après

Grades	Forfaits mensuels : Formation > 52 jours Formation se déroulant en métropole	
	Forfaits actuels validés par le BN du 07/07/2022 Applicable aux dossiers en cours	Nouveaux forfaits applicables aux nouveaux dossiers à compter du 01/01/2024
Adjoint administratif		
Agent d'entretien qualifié	3 000 €	3 050 €
Agent des services hospitaliers qualifié		
Aide médico-psychologique		
Accompagnant éducatif et social*		
Auxiliaire de puériculture	3 400 €	3 450 €
Ouvrier principal		
Aide-soignant		
Assistant de service social		
Educateur spécialisé	3 600 €	3 650 €
Préparateur en pharmacie hospitalière		
Infirmier		
Infirmier de bloc opératoire	3 900 €	3 960 €
Autres grades :		
Catégories A	4 300 €	4 360 €
Catégories B	3 600 €	3 650 €
Catégories C	3 000 €	3 050 €

* Grade intégré au 01/01/2024

ATTENTION :

Si l'agent bénéficie d'allègements ou d'un parcours partiel, l'établissement doit en aviser la gestionnaire du dossier pour ajuster les coûts.

Si la formation est interrompue (arrêt maladie ou maternité), l'établissement doit prévenir l'ANFH Pays de la Loire. Le dossier sera suspendu et fera l'objet d'une demande complémentaire éventuelle l'année suivante.

Pour les agents en contrat à durée déterminée, l'établissement s'engage à ce que le contrat de l'agent couvre la durée totale de la formation.

2 Les frais pédagogiques

Ils sont pris en charge sur présentation de la facture de l'organisme et réglés après service fait.

3 Les frais de déplacement

Ils comprennent les frais de transport mais aussi les frais de repas et éventuellement les frais d'hébergement.



Ils sont pris en charge sur des fonds mutualisés pour **les établissements de - de 500 ETP** déclarés aux effectifs 31 décembre n-1, selon les barèmes en vigueur.

Ils sont cofinancés sur le plan des établissements de + de 500 ETP dans les conditions fixées par les établissements dans le respect de la réglementation

JE VERIFIE QUE MON DOSSIER EST COMPLET, il comprend :

- Le document attestant de la mobilisation des heures CPF de l'agent (avec le volume d'heures mobilisées)
- L'attestation de réussite au concours ou l'accord d'inscription de l'organisme de formation (dès que vous l'avez)
- La demande de prise en charge renseignée et dûment signée par le chef d'établissement et précisant la catégorie de répartition (1, 2, 3 ou 4)
- Le calendrier de la formation et le devis de l'organisme de formation **tenant compte des éventuels allègements**
- La copie du dernier bulletin de salaire de l'agent



ATTENTION ! DATES LIMITE DE DEPOT

Pour les rentrées du 1er trimestre 2025

Le 25 octobre 2024

Pour les rentrées du 2ème trimestre 2025

Le 6 mars 2025

Pour les rentrées du 3ème trimestre 2025

Le 23 mai 2025

Pour les rentrées du 4ème trimestre 2025

Le 22 août 2025

Pour les rentrées de décembre 2025 et du 1er trimestre 2026

Le 23 octobre 2025

Chaque dossier doit parvenir à la délégation par mail uniquement, avant les dates indiquées dans le calendrier ci-dessus.

Les réponses officielles aux demandes de prise en charge sont adressées par écrit par la délégation régionale après l'instance décisionnelle. Il ne peut être donné de réponse par téléphone ni aux agents, ni aux établissements. Les agents sont invités à s'adresser à leur service des ressources humaines.

Pour plus d'informations retrouver les dépliants sur le site et/ou commandez-les

